

**Directive**

**INAO-DIR-2019-01- REV 1**

Date : 1 octobre 2025

**Suivi par le Pôle vins, boissons spiritueuses et cidres**

**Objet : CRITERES DE DEFINITION D'UNE AIRE DE PROXIMITE IMMEDIATE**

Destinataires	
Pour exécution : - Direction INAO ; - Président du comité national des Appellations d'Origine relatives aux vins et aux boissons alcoolisées, et des boissons spiritueuses ; - Responsable Pôle vins, boissons spiritueuses et cidres ; - Organismes de défense et de gestion, opérateurs, agents INAO	Pour information
Date d'application = immédiate pour tous les nouveaux dossiers en instruction	
Bases juridiques : - cadre jurisprudentiel du Conseil d'Etat sur les API : CE, 9 mars 2012, SCEA baronne Guichard et autres, n°334575 ; CE, 17 décembre 2013, SCEA baronne Guichard et autres, n°356102 ; CE, 30 décembre 2013, n°365994 ; CE, 27 janvier 2017, SCEA Château Siaurac et autres, n°388054 ; CE, 12 décembre 2018, SCEA Château Montel, n°409449 ; CE, 29 décembre 2021, M. N...F..., n°439869 - Règlement (UE) n° 1308/2013, Règlement délégué (UE) n°2019/33 - Code rural et de la pêche maritime - Directive INAO-DIR- 2015-01 du 31 mars 2015, révisée	

Résumé des points importants : la présente directive s'applique à l'ensemble des appellations d'origine relatives aux vins.

Elle vise à décrire les modalités de définition et de modification d'une aire de proximité immédiate.

Elle s'applique sans préjudice de la directive INAO-DIR-2015-01, révisée, relative à la procédure de reconnaissance d'une appellation d'origine, de modification du cahier des charges, ou d'annulation d'une appellation d'origine ou d'une indication géographique enregistrée.

Mots clefs : aire de proximité immédiate, aire géographique, usages, savoir-faire.

## **PREAMBULE**

Aux termes du code rural et de la pêche maritime, l'INAO est chargé de la mise en œuvre des dispositions législatives et réglementaires relatives aux signes d'identification de la qualité et de l'origine. A ce titre, l'Institut a compétence pour établir la définition des zones dites à proximité immédiate d'une appellation d'origine dont le principe et le régime général figurent au sein des textes européens. Cette attribution est d'autant plus justifiée et nécessaire que les zones à proximité immédiate sont dérogatoires au principe de production d'un vin d'appellation dans l'aire géographique délimitée au sein du cahier des charges de l'appellation considérée.

Les comités nationaux ont compétence pour définir "*les principes permettant d'harmoniser les exigences minimales à satisfaire pour obtenir la reconnaissance des signes d'identification de la qualité et de l'origine.*"<sup>1</sup> Aussi, pour que les zones à proximité immédiate, communément appelées aires de proximité immédiate, puissent recevoir une application concrète, le comité national des appellations d'origine relatives aux vins et aux boissons alcoolisées, et des boissons spiritueuses en a précisé la notion et a pris des orientations permettant leur mise en place et leur modification. La présente directive a pour objet de fixer ces orientations.

## **I – BASE JURIDIQUE DE LA DEFINITION DE L'AIRES DE PROXIMITE IMMEDIATE**

Pour toutes les demandes de reconnaissance en appellation d'origine contrôlée, le dossier comprend, entre autres éléments, un projet de cahier des charges précisant notamment la dénomination dont la protection est demandée, un descriptif du produit, un projet d'aire géographique et un projet de descriptif du lien entre le produit et cette aire<sup>2</sup>.

Conformément à la réglementation européenne, **le vin doit être élaboré exclusivement à partir de raisins provenant de la zone géographique considérée, et sa production<sup>3</sup> est limitée à cette zone géographique.** Il est par ailleurs précisé que le cahier des charges de l'appellation d'origine comporte la délimitation de la zone géographique concernée.

**Par dérogation au principe d'une production dans la zone géographique délimitée,** et sous réserve que le cahier des charges le prévoie, un produit bénéficiant d'une appellation d'origine protégée ou d'une indication géographique protégée peut être transformé en vin :

- dans une zone à proximité immédiate de la zone délimitée considérée, ou
- dans une zone située dans la même unité administrative<sup>4</sup> ou dans une unité administrative voisine, conformément aux règles nationales<sup>5</sup>.

**Le règlement (UE) n° 2019/33 ne vise aucune possibilité de dérogation individuelle.**

Le projet de cahier des charges accompagnant une demande de reconnaissance en appellation d'origine contrôlée doit donc, le cas échéant, comporter les éléments justifiant l'octroi d'une zone à proximité immédiate.

**Le comité national réaffirme l'intérêt de disposer de cette mesure dérogatoire au sein de la réglementation, pour des raisons de sécurité juridique et de clarté et afin de préserver les pratiques traditionnelles de production. Elle implique le respect des règles en permettant la mise en œuvre.**

---

<sup>1</sup> Art. R642-7, 3°, du code rural et de la pêche maritime.

<sup>2</sup> Un guide du demandeur est disponible sur le site internet de l'INAO.

<sup>3</sup> Par « production », on entend « toutes les opérations réalisées depuis la récolte des raisins jusqu'à la fin du processus d'élaboration du vin, à l'exception des processus postérieurs à la production » (article 93, paragraphe 4, du règlement (UE) n°1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013).

<sup>4</sup> Il convient d'indiquer que les unités administratives sont représentées en France par la région, le département, l'arrondissement, le canton et la commune.

<sup>5</sup> Article 5, du règlement délégué (UE) 2019/33 susvisé.

## II - DEMANDE DE RECONNAISSANCE D'UNE APPELLATION D'ORIGINE

Dans le cadre d'une demande de reconnaissance d'une appellation d'origine, **deux** situations distinctes peuvent se présenter selon que le comité national des appellations d'origine relatives aux vins et aux boissons alcoolisées, et des boissons spiritueuses estime que la définition d'une aire de proximité immédiate est justifiée ou non. Sur le fondement des orientations qu'il a fixées en séance du 6 septembre 2018 **et du 10 septembre 2025**, l'instruction du dossier peut conduire :

- ❖ à l'absence d'octroi d'une aire de proximité immédiate dans le cahier des charges à homologuer : sur la base du constat **d'un défaut d'usages, de facteurs humains partagés de vinification et d'élaboration des vins de l'appellation considérée**, l'ensemble des étapes de production, depuis la production des raisins jusqu'à l'élaboration du vin **comprenant toutes les étapes inscrites dans le cahier des charges, se déroulent uniquement** au sein de l'aire géographique, sans dérogation individuelle ou collective envisageable.
- ❖ à l'octroi d'une aire de proximité immédiate, , composée des communes au sein desquelles sont révélés, **pour l'appellation considérée**, des **usages pérennes** témoignant d'un savoir-faire de transformation partagé de longue date avec l'aire géographique *sensu stricto*. Cette définition doit être objective et non discriminatoire<sup>6</sup>.  
**L'aire d'élaboration de l'appellation la plus générale à laquelle les vins produits peuvent prétendre au sein d'une organisation hiérarchique pyramidale, quand elle existe, est à considérer comme le périmètre potentiel d'étude le plus étendu pour une aire de proximité immédiate et non comme une possibilité systématiquement acceptable.**  
**La modification de cette aire de proximité immédiate ne pourra qu'être marginale et limitée notamment aux erreurs manifestes ou à des contraintes extérieures à l'exploitant (par exemple, contraintes d'aménagement d'un territoire ou environnementales). Elle devra par ailleurs être justifiée sur la base d'usages avérés.**

## III – DEMANDE DE MODIFICATION D'UNE AIRE DE PROXIMITE IMMEDIATE

Considérant **les critères permettant la définition** de l'aire de proximité immédiate, le Comité national propose de limiter les possibilités d'évolution des API. **Ces évolutions marginales devront reposer sur la base du constat d'erreurs manifestes, de réponses à des contraintes extérieures d'aménagement du territoire (règlement d'urbanisme, ...) ou des contraintes environnementales, d'adaptation liée à la durabilité des entreprises et de l'appellation (RSE, gestion des effluents, gestion des intrants notamment énergétique, gestion des GES, ...).**

Ces évolutions pourront se traduire selon les modalités suivantes :

- ❖ **Extension limitée et marginale de l'aire de proximité immédiate qui ne pourra être envisagée que pour les cas cités *supra***
- ❖ Modification de l'aire géographique de l'appellation afin d'intégrer l'aire de proximité immédiate et son évolution attendue. Il s'agit ici de considérer que l'aire géographique réunit l'aire de production des raisins et l'aire de partage du savoir-faire de transformation et d'élaboration du vin pouvant bénéficier de l'appellation considérée. L'aire géographique pourrait ainsi être modifiée afin d'être étendue sur l'ensemble de l'aire de proximité immédiate initiale ainsi que sur l'extension souhaitée, sous réserve d'un avis favorable du comité national. Si cette évolution vise à une réduction de l'aire d'élaboration, celle-ci devra prendre en considération l'ensemble des usages et des savoir-faire développés. **L'évolution de la délimitation de l'aire géographique, qui induit de fait une zone où seule l'élaboration des vins peut être envisagée, devra préserver le lien avec la zone géographique tel que défini dans le cahier des charges. Cette nouvelle aire géographique devra se fonder à la fois sur des facteurs naturels et des facteurs**

---

<sup>6</sup> L'aire de proximité immédiate est une dérogation collective et non une dérogation à caractère individuel.

**humains** qui ont façonné la qualité ou les caractères propres du produit désigné par l'appellation d'origine. Cette option n'est envisageable ni pour des aires de proximité immédiate significativement plus vastes que les aires géographiques initiales, ni pour des territoires viticoles où de nombreuses appellations partagent la même aire de proximité immédiate.

#### **IV – GESTION DES DOSSIERS ACTUELLEMENT EN COURS**

Les demandes de modification d'aire de proximité immédiate en instruction par une commission d'enquête à la date de validation par le comité national du contenu **initial de la Directive du 6 septembre 2018** seront instruites selon le cadre qui prévalait jusqu'à cette date. Le Comité national propose leur finalisation en veillant à la continuité territoriale, au respect de distances raisonnables et surtout à la qualité des arguments et données fournis par les ODG concernés.

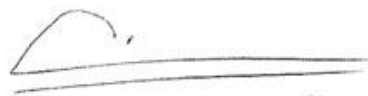
Les commissions d'enquête veilleront notamment aux arguments et à l'analyse technico-économique désormais sollicités pour chaque unité administrative demandée en extension :

- *nombre d'opérateurs concernés* ;
- *surfaces* ;
- *volumes* ;
- *solutions alternatives (changement de coopérative pour les viticulteurs...)* ;
- *recherche d'usages pérennes*

Le groupe de travail « Critères de définition d'une aire de proximité immédiate » accompagne les travaux des commissions d'enquête dans l'examen de ces dossiers en cours. Le groupe de travail sera associé à l'évolution de chacun de ces dossiers et sera consulté pour avis avant toute présentation devant les instances.

La lettre de mission du groupe de travail prévoit un appui potentiel aux commissions d'enquête qui le souhaitent.

Le Président du comité national des Appellations d'Origine relatives aux vins et aux boissons alcoolisées, et des boissons spiritueuses



Christian PALY